

**INTERDICTION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION
SUR LA ROUTE DÉPARTEMENTALE N° 53**

Le Président du Conseil départemental de l'Orne,

VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,

VU le Code de la Route,

VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et permettre la **réalisation d'un chantier forestier (abattage d'arbres)**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la **RD 53**, sur les communes des **MONTS-D'ANDAINE** et **BAGNOLES-DE-L'ORNE-NORMANDIE**, hors agglomération,

- ARRÈTE -

ARTICLE 1^{er} – La circulation sera **interdite à tous véhicules sauf véhicules de chantier, d'intervention, de secours et riverains** sur la **RD 53** du PR 11+600 au PR 12+518 sur la commune des **MONTS D'ANDAINE** (la Sauvagère) et **BAGNOLES-DE-L'ORNE-NORMANDIE** (Saint-Michel-des-Andaines) **du 17/11/2025 au 21/11/2025**.

ARTICLE 2 – Les véhicules déviés emprunteront l'itinéraire de déviation par les **RD 53 - RD 908 - RD 916 - RD 402 - RD 18 - RD 53** dans les **deux sens de circulation** (voir plan joint en annexe).

ARTICLE 3 - Les prescriptions des articles précédents seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. La mise en place de la signalisation temporaire sera assurée par l'agence des infrastructures départementales du Bocage.

ARTICLE 4 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 - Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 6 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télerecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 7 - Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

- M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- Les Maires de **BAGNOLES-DE-L'ORNE-NORMANDIE** et **LES MONTS D'ANDAINE**,
- M. le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie de l'Orne,
- M. BILLET Benjamin, Exploitant Forestier – 61600 MAGNY-LE-DESERT,

ARTICLE 8 - Sont destinataires du présent arrêté à titre d'information :

- M. le Directeur des Transports Publics Routiers de Normandie,
- M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Orne,
- M. le Chef de service du SAMU 61,
- Les Maires de **LA FERTE MACE** et **MAGNY-LE-DESERT** (communes concernées par l'itinéraire de déviation) ;

Fait à ALENCON, le 14 novembre 2025

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Chef de bureau

Raphaël METZGER

ANNEXE

